

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

x

x

Presse und Info.

1

Wochentelex 41/87 v e r t r a u l i c h

Visite officielle de travail du Président de la République libanaise, M. Amine Gemayel (G).

CFA a rencontré G à Berne, le 2 octobre 1987. Les entretiens entre les deux Présidents ont permis un échange de vue sur la situation au Proche-Orient.

C o n f é r e n c e i n t e r n a t i o n a l e d e p a i x  
G constate que le Liban est un des pays les plus intéressés à la réalisation de la paix. Cette conférence serait aussi essentielle pour l'Egypte, vu qu'en y participant, elle sortirait de son isolement dû à l'après ''Camp David''.

Or, à l'heure actuelle, malgré le grand espoir de G, il n'est pas encore possible de savoir si cette réunion pourra avoir lieu bientôt afin de négocier la paix. G relève que d'une part, le consensus au sein de la communauté israélienne ne semble pas être acquis. D'autre part, si cette conférence ne sera pas tenue dans les prochains mois, les périodes électorales en France, aux Etats-Unis et en Israël empêcheront la concrétisation de ce projet de réunion. Malgré l'ère Gorbatchev, G doute que l'attitude de l'URSS puisse avoir changé favorablement en ce qui concerne la question du Proche-Orient. D'ailleurs, la situation au Proche Orient, contrairement à celle dans la Golfe, n'est pas encore assez explosive (la montée des intégrismes chiite et sunnite dans le monde arabe

5.10.1987

30.66

Dodis



et l'extremisme juif en Israël devrait s'exacerber davantage) pour amener les grandes puissances à accélérer la réalisation de cette conférence. (G se demande si les pays arabes sont vraiment pressés de se réunir). Il est toutefois indispensable de continuer à en parler pour maintenir une 'dynamique de paix'. G est convaincu que la conférence aura lieu, mais pas avant la fin des années quatre-vingt.

Quant au futur sommet de Amman (sommet extraordinaire par opposition à celui ordinaire de Ryad), G souligne qu'il ne traitera substantiellement que la question de la crise du Golfe, l'affaire palestinienne et l'affaire libanaise n'étant qu'accessoires.

Am 1. Oktober 1987 hat in Strasburg eine Konferenz auf Minister-ebene der in der Internationalen Kommission zum Schutze des Rheins gegen Verunreinigung vertretenen Staaten (Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Niederlande, Luxemburg, Schweiz) und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft stattgefunden. Die schweizerische Delegation wurde durch Herrn Bundesrat Cotti, Vorsteher EDI, geleitet.

Die Konferenz genehmigte das von der Rheinschutzkommission ausgearbeitete Aktionsprogramm 'Rhein'. Bis etwa zum Jahr 2000 sollen folgende Ergebnisse erzielt werden: frueher vorhandene hoehere Arten (z.B. Lachs) sollen im Rhein wieder heimisch werden koennen, die Nutzung des Rheins zur Trinkwasserversorgung muss weiterhin

moeglich sein, die Sedimente sollen von Schadstoffen entlastet werden. Diese Ziele werden im Rahmen des 1976 unterzeichneten Uebereinkommens zum Schutz des Rheins gegen chemische Verunreinigung und - in der Schweiz - des Bundesgesetzes ueber den Gewaesserschutz zu verwirklichen sein. Die Kosten koennen heute noch nicht abgeschaezt werden, aber voraussichtlich hoch sein und zur Hauptsache von der Industrie und den Gemeinden getragen werden muessen.

Die Konferenz nahm Kenntnis vom schweizerischen Bericht ueber die Ursachen des Brandfalles der Fa. Sandoz in Schweizerhalle am 1. November 1986 und der Abwicklung der Schadenersatzansprueche in den Rheinanliegerstaaten. Wahrscheinlichste Brandursache ist das Schrumpfen von Berliner-blau-Paletten, das zunaechst einen Glimmbrand in den Paletten und nach Stunden zum offenen Brandausbruch fuehrte. Von den insgesamt 962 bei Sandoz und ihren Versicherungen eingegangenen Schadenersatzbegehren waren bis Mitte September rund 478 Faelle erledigt worden. Ende September wurden durch einen Globalvergleich alle oeffentlichen und privaten Ansprueche aus Frankreich mit FF 46 Mio. abgegolten.

Die Konferenz wurde ueber das im Gefolge des Brandes verbesserte internationale Warn- und Alarmsystem und das Programm fuer die oekologische Wiederherstellung des Rheins informiert. Gesamthaft ist festzustellen, dass die oekologischen Schaeden im Gefolge des Brandes nicht so gravierend sind, wie zunaechst angenommen worden ist.

Le Secrétaire d'Etat, F. Blankart (b), a participé le 28.9., en tant qu'observateur, à la réunion (séance restreinte) du Comité du développement (CD) et ensuite à l'assemblée annuelle du FMI et de la banque mondiale à Washington.

Au CD comme précédemment au comité interimaire, il n'y a pas eu d'initiative nouvelle mais plutôt confirmation des voies déjà empruntées vis-à-vis de l'endettement international.

L'octroi, au Club de Paris, de taux d'intérêt réduits sur les prêts officiels aux pays les plus pauvres reste en discussion, mais rencontre l'opposition de plusieurs pays pour des raisons légales et financières (financement aux dépens d'autres projets d'aide).

L'initiative du FMI, confirmée par le sommet de Venise, de tripler la facilité d'ajustement structurel (SAF) pour les pays les plus pauvres n'a pas encore recueilli l'engagement des donateurs potentiels. Les Etats-Unis ont confirmé qu'ils ont d'autres priorités (IDA-8). La France (500 mio de dollars) et le Canada (200 mio dollars) seuls ont annoncé des chiffres précis.

Le programme d'action en faveur des pays les plus endettés annoncé il y a deux ans est confirmé. Les instruments permettant le refinancement de la dette et sa conversion au moins partielle en investissements devront être diversifiés, avec l'aide des institutions de Bretton Woods, mais sur une base négociée entre banques commerciales et pays débiteurs.

A la suite des fluctuations monétaires et de l'accroissement du programme de prêt, l'augmentation du capital de la banque mondiale

est désormais justifiée. Les négociations demarreront bientôt avec l'appui des Etats-Unis.

Le Comité interimaire a par ailleurs mis l'accent sur la coordination des politiques économiques des pays membres (qui fonctionne bien depuis les accords du Louvre) et l'utilisation accrue des indicateurs comme instruments de référence dans la surveillance de ces politiques. La situation économique mondiale est jugée avec un optimisme modéré du fait d'une croissance plus soutenue que prévu. Les réunions bilatérales avec des responsables de l'administration (dont le secrétaire a l'agriculture Lyng et le secrétaire a.i. du commerce Smart ainsi que l'USTR) et le sénateur Chafee ainsi que le représentant Bonker ont permis a B. d'aborder trois sujets:

- Politique interne:

B a souligné que le succes de l'Uruguay round dépend aussi du mandat que le Président recevra du congrès pour négocier à Genève ainsi que du contenu de la ''Trade bill''. Cette dernière donne lieu à des soucis (éléments protectionnistes notamment en matière d'investissement, interprétation unilatérale de règles commerciales agrées d'un commun accord, réduction du pouvoir discrétionnaire du président). Dans son discours devant les représentants aux réunions du FMI et de la Bird le président des Etats-Unis a cependant déclaré sans équivoque que toute ''Trade bill'' protectionniste sera sujette à son veto. En général, on s'accorde a dire que le projet de loi ne sera guère adopté par les chambres avant la fin de l'année.

- Problèmes bilatéraux:

B. a rappelé nos revendications en matière de droits d'atterrissage additionnels pour Swissair. Il a remercié ses interlocuteurs de l'octroi du traitement non discriminatoire en matière de contrôle des exportations de technologie de pointe tout en soulignant que nous considérons la discussion sur les principes qui ont mené à ce traitement comme close, de plus, il a réitéré notre demande en vue de l'ouverture des marchés publics américains pour les équipements électriques suisses a haute tension. Enfin, il a laissé entrevoir que la Suisse se joindra aux efforts des Etats-Unis visant une meilleure protection des brevets des produits pharmaceutiques en Amérique latine, notamment au Brésil.

- Problèmes multilatéraux:

Les discussions ont porté sur l'Uruguay Round. Tout en soulignant notre disponibilité à négocier des règles plus contraignantes dans le domaine agricole B. a défini les limites de nos possibilités. Ainsi l'application pure et simple du concept des coûts comparatifs n'est pas possible pour les raisons bien connues. Néanmoins, B. a admis que la proposition extrémiste des Etats-Unis a eu pour effet de placer les partenaires à la négociation sur la défensive et de les faire réfléchir sérieusement à d'autres solutions. Dans le domaine des sauvegardes les Etats-Unis n'entendent pas faire de propositions, laissant ici le leadership à d'autres pays. La Suisse déposera sous peu une première proposition à Genève. Enfin, l'inactivité apparente des Etats-Unis ces derniers temps dans le cadre de l'Uruguay Round n'est pas dû à un desintérêt mais s'explique par la concentration quasi totale des ressources humaines

disponibles sur les négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord de libre échange avec le Canada. Ces négociations terminées positivement ou négativement (autour du 4 octobre) l'attention se tournera de nouveau vers Genève.

Postdienst  
3000 Bern

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Adresse (für Telex an Dritte) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Chiffriert _____	Priorität _____	Faktura _____	Text erg. _____	F.I. _____	Absender _____	Seitenzahl _____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	3
Empfängercode _____	_____					

C o n s u l t a t i o n s   a v e c   l e   R o y a u m e - U n i

Ambassadeur Muheim a eu le 2 octobre, à Londres, des consultations avec son homologue britannique, Duncan Slater, Assistant Under Secretary of State, aussi bien sur le thème système ONU que sur les problèmes qui se posent dans le cadre de l'ESA et du CERN. En ce qui concerne l'ONU, on est tombé d'accord pour constater qu'il existe une sorte de nouveau réalisme dans l'attitude des différents groupes de pays. Cette évolution est toutefois encore fragile et pourrait bien être compromise si les Etats-Unis devaient continuer à retenir une bonne partie de leurs contributions aux organisations du système, en particulier à l'ONU elle-même. Du côté britannique, on s'est par ailleurs montré fort intéressé par nos expériences au sein du Lagos-Forum. On y voit, comme nous, une tentative intéressante bien qu'encore assez mal définie et incertaine pour briser le carcan des groupes auxquels on se heurte depuis longtemps dans le système des Nations Unies, et que la délégation suisse à la récente conférence sur le désarmement et le développement a ressenti avec une particulière acuité. Pour ce qui concerne la FAO, le Royaume-Uni appuie avec conviction la candidature Mensah au poste de directeur général, à laquelle on donne actuellement certaines chances de succès contre celle de M. Saouma. Quant à l'UNESCO, il est apparu que Londres suit de près les péripéties de la désignation du nouveau directeur

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Datum: \_\_\_\_\_

Teil intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

100 150 000 216615

3003 Bern

Referenzen und Initialen

Telefax an Dritte

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.	Absender	Seite-Nr.
						9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

général. Une réélection de M'Bow tiendrait le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour longtemps à l'écart de l'Organisation, mais la nomination d'un autre candidat ne suffirait pas non plus à garantir leur retour. De notre côté, avons fait état des sérieuses difficultés intérieures que nous créerait une réélection de M'Bow.

Dans le domaine spatial, le Royaume-Uni se trouve dans une phase de grande incertitude en ce qui concerne sa possibilité d'accroître substantiellement ses contributions à l'ESA, comme l'exigerait la réalisation du plan spatial européen à long terme. C'est dire que la conférence ministérielle de l'ESA des 9 et 10 novembre 1987 à La Haye se présente dans des conditions difficiles. Il n'est pas certain, selon Londres, que l'on puisse prendre les décisions significatives qui sont attendues, notamment en ce qui concerne Columbus et Hermès. La politique future du Royaume-Uni à l'égard du CERN reste elle aussi très ouverte vu l'intense débat interne au sujet de la répartition des crédits alloués à la recherche scientifique.

Dans l'ensemble, échange de vues ouvert et utile dans la perspective aussi bien des échéances importantes sur le plan des Nations Unies et que de la collaboration scientifique en Europe.  
Brunner.

NNNN

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

TEIL IIgemischter ausschuss eFTA-jugoslawien

vom 29.9. bis 1.10. fand in novi sad unter dem vorsitz von minister oskar kovac (k) die elfte sitzung des gemischten ausschusses eFTA-jugoslawien statt. die schweizerische delegation stand unter der leitung von botschafter pn. levy.

die aussprache ueber wirtschaftsfragen konzentrierte sich ausschliesslich auf die lage in jugoslawien. gemass k. wird sein land 1987 zwar im tourismus, jedoch weder in der industrie- noch in der landwirtschaftsproduktion die gesetzten ziele erreichen. eine vom eFTA-sekretariat verfasste studie ueber das wirtschaftssystem jugoslawiens fand relativ gute aufnahme - einschliesslich der feststellung, dass die wirtschaftsprobleme des landes mehr systembedingt als der weltwirtschaftsentwicklung zuzuschreiben seien. k. unterstrich die bedeutung der sich in vorbereitung befindlichen reformen, welche die marktwirtschaftlichen komponenten im system weiter verstaerken sollen. ueber die neue umschuldungsstrategie der jugoslawischen regierung war bei diesem anlass nur wenig konkretes in erfahrung zu bringen.

nachdem in den letzten zwei jahren die jugoslawischen exporte in den eFTA-laendern an marktanteilen verloren hatten und sich das jugoslawische handelsdefizit vergroessert hatte, ist im jahre 1987 nun ein trendumkehr festzustellen. diese korrektur duerfte zu einem guten teil auf die in diesem jahr bereits erfolgte abwertung von 77% der lokalen waehrung zurueckzufuehren sein.

als "geburtstagsgeschenk" fuer das zwanzigjaehrige jubilaeum der zusammenarbeit eFTA-jugoslawien wurde von den gastgebern zu beginn der tagung ein "non paper" ueber neue formen der zusammenarbeit verteilt. etwas vereinfacht laeuft der vorschlag darauf hinaus, durch den abschluss von bilateralen freihandelsabkommen mit den eFTA-laendern die gsp-praeferenzen zu konsolidieren und die gegenseitigkeit der konzessionen auf unbestimmte zukunft zu verschieben. nachdem der norwe-

gische delegationschef weit ueber die vereinbarte sprachregelung hinausgegangen war, wurde von schweizerseite betont, dass bei der nun anstehenden pruefung dieses vorschlags u.a. auch der entwicklung in europa, den internationalen verpflichtungen (gatt), den auswirkungen auf drittstaaten (insbesondere entwicklungs-laender) und der verschiedenen wirtschaftssysteme gebuehrend rechnung zu tragen.

sei. auf jugoslawischer seite wurde offenbar bereits viel prestige in diese uebung investiert und die frage wird bei der naechsten sitzung des gemischten ausschusses im herbst 1988 in oesterreich wieder zur sprach kommen.

Inauguration des travaux de la Commission du Sud

Commission du Sud (CS) : inauguration des travaux a eu lieu vendredi 2 octobre au CICG à Genève. M. l'Ambassadeur Fritz Staehelin, au nom du Conseil fédéral, le maire de Genève M. Haegi et Julius Nyerere, Président de la CS ont été les orateurs de cette séance inaugurale. Dans un discours très remarquable Nyerere s'est fixé comme objectif de sa Commission "to undertake a critical self-praisal of the development experience and the prospect of the countries of the South and to carefully examine all the options that are open to them. They need to do this ... as responsible members of an increasingly interdependent world." De son côté, l'Ambassadeur Staehelin a souligné que notre loi sur la coopération au développement prévoit que la Suisse soutienne surtout ces sortes d'efforts des pays en développement.

Initiative de la CS remonte à décision des non-alignés à Harare sur initiative Malaisie de voir personnalités de PEP se pencher sur grands problèmes économiques du Tiers monde et possibilités de promouvoir coopération Sud-sud sur modèles des Commissions indépendantes (Brandt : Nord-sud, Brundtland : environnement, Aga Khan : humanitaire). Conseil fédéral a décidé 16 septembre d'accorder aide financière pour frais de locaux à Genève pour un montant max. de 280'000.- par an, pendant les trois ans de durée des travaux. Genève était en concurrence avec Londres pour siège Secrétariat CS, Nyerere préférant Genève, notamment à cause présence CNUCED et GATT. Secrétaire général CS est Manmohan Singh (ex vice-président de commission de planification indienne. Quelques membres de la CS présidée par Nyerere : Gamani Corea (Sri Lanka) ex secrétaire général CNUCED; Michael Manley (Jamaïque); Pius Okigbo (Nigeria); Papic (Yougoslavie); Qian Jaidong (Chine); Secrétaire général du Commonwealth Ramphal (Guyane); Carlos Rafael Rodriguez (Cuba); C.A. Perez (Venezuela); prix Nobel de physique Salam (Pakistan); Amb. Yaker (Algérie); Celso Furtado (Brésil); secrétaire SADCC Makoni (Zimbabwe); Iglesias (Uruguay).

BRUNNER.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 6.10.1987

1.A.22.14.7.3. - HK/1A

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 41/87 (CH)

Departementsvorsteher		CFA
Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville	WA
	Hr. Erard	ER
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Tissières	TE
	Hr. Schaller	SRU
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Hr. Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Hr. Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Faivet	
Pol. Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Hr. Wyss	WS
	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Faessler	FCH
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Blickenstorfer	BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
	Hr. Flückiger	FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim	MF
	Minister Staehelin	SIN
	Minister Streuli	STJ
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion Intern. Hilfswerke	Hr. von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

Informations- und Pressedienst

SWI 6. Okt. 87-15

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Nochantelex 41/87

vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra		Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing		Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söul
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong  
Mailand  
München  
New York  
Frankfurt

Genf / IO  
95 Vertretungen  
+ 5 Generalkonsulate  
-----  
100 total  
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
 Presse- und Informationsdienst  
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 6.10.1987

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 41/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                 |                |                  |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra         | - Helsinki     |                  |
| - Addis Abeba   | - Houston      | - Rabat          |
| - Alger         | - Islamabad    | - Riad           |
| - Amman         | - Istanbul     | - Rio de Janeiro |
| - Ankara        | - Jakarta      | - Rom            |
| - Athènes       |                | - San Francisco  |
| - Bagdad        | - Kairo        | - Santiago       |
| - Bangkok       | - Kinshasa     | - Sao Paulo      |
| - Beirut        | - Lagos        | - Seoul          |
| - Berlin West   | - Lima         | - Stockholm      |
| - Bombay        | - Lissabon     | - Teheran        |
| - Bonn          | - London       | - Tel-Aviv       |
| - Brasilia      | - Los Angeles  | - Tokio          |
| - Brüssel (2)   | - Luxemburg    | - Washington     |
| - Budapest      | - Madrid       | - Wien           |
| - Buenos Aires  | - Marseille    |                  |
| - Bukarest      | - Mexiko       |                  |
| - Canberra      | - Montreal     |                  |
| - Caracas       | - Moskau       |                  |
| - Chicago       | - Nairobi      |                  |
| - Colombo       | - New Delhi    |                  |
| - Dar es Salaam | - New York (2) |                  |
| - Den Haag      | - Ottawa       |                  |
| - Djeddah       | - Oslo         |                  |
| - Dublin        | - Paris (3)    |                  |
| - Guatemala     | - Peking       |                  |
| - Havanna       | - Prag         |                  |
|                 | - Pretoria     |                  |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen (inkl. GK).

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD